

Unité départementale de l'Oise
283, rue de Clermont
ZA de la Vatine
60000 Beauvais

Beauvais, le 14/11/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/10/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ECOVALOR

375 ALLEE DES ARTISANS
Zone Industrielle
60870 Brenouille

Références : IC-R/0429/24-AL/SL
Code AIOT : 0005103804

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/10/2024 dans l'établissement ECOVALOR implanté 375, allée des artisans 60870 Brenouille. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ECOVALOR
- 375, allée des artisans 60870 Brenouille
- Code AIOT : 0005103804
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société ECOVALOR est spécialisée dans la collecte, le traitement et la valorisation des emballages souillés et des déchets spéciaux vrac et conditionnés. Les activités du site sont réglementées par l'arrêté préfectoral du 28 novembre 2008, complété par celui du 6 septembre 2024. Le site est soumis à autorisation. Au total, 15000 tonnes de déchets dangereux et non dangereux sont traités sur le site par an. Les déchets dangereux en transit représentent en valeur maximale 5000 tonnes par an et un stock maximal sur site de 160 tonnes. La quantité maximale de déchets réceptionnée est de 75 tonnes par jour.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	PC 4 : auvent	AP Complémentaire du 06/09/2024, article 5	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
5	PC 5 : confinement	Arrêté Préfectoral du 28/11/2008, article III.4.6 de l'annexe	Mesures d'urgence, Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	PC 1 : MTD Traitement mécanique_VLE installations de traitement	Arrêté Ministériel du 17/02/2019, article IX Annexe 3.4	Sans objet
2	PC 2 : installation de rinçage	AP Complémentaire du 06/09/2024, article 9	Sans objet
3	PC 3 : valeur limites de rejets - rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 28/11/2008, article VI.5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de constater des non-conformités concernant la gestion du stockage sous l'auvent et le confinement des eaux d'extinction. En effet, le confinement des eaux d'extinction n'est pas assuré sur le site.

Suite à ces constats, il est proposé à madame la préfète un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure et de mesures d'urgence portant sur ces points.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : PC 1 : MTD Traitement mécanique_VLE installations de traitement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/02/2019, article IX Annexe 3.4

Thème(s) : Risques chroniques, VLE applicables aux installations de traitement

Prescription contrôlée :

Traitement	Paramètre	Valeur limite	Fréquence de surveillance
T r a i t e m e n t physicochimique des déchets à valeur calorifique	COVT	30 mg/Nm ³	semestrielle

Article VI.5 de l'annexe de l'arrêté préfectoral du 28 novembre 2008 :

	Concentration (mg/Nm ³)	Flux (kg/h)
Composés organiques volatils	20	1

Constats :

Visite d'inspection du 23 octobre 2023 :

Lors de cette visite d'inspection, il avait été constaté que la fréquence de surveillance des rejets atmosphériques (semestrielle) n'était pas respectée. L'exploitant s'était engagé à réaliser une nouvelle analyse.

Visite d'inspection du 14 octobre 2024 :

L'exploitant a transmis par mail du 11 décembre 2023 un rapport de contrôle des rejets atmosphériques du broyeur biofiltre. La société DEKRA est intervenue le 13 novembre 2023. La concentration en COVT mesurée est de 9.4 mg/Nm³.

Lors de la visite, l'exploitant a présenté les rapports de contrôle réalisés par la société DEKRA suivants :

- analyse du 3 mars 2024 : concentration COVT -> 5.2 mg/Nm³ ;
- analyse du 2 août 2024 : concentration COVT -> 7.2 mg/Nm³ ;

Des analyses sur le paramètre COVT sont réalisées sous une fréquence maximale de 6 mois. Les concentrations mesurées sont conformes à la valeur limite prescrite (20 mg/Nm³).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : PC 2 : installation de rinçage

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/09/2024, article 9

Thème(s) : Risques chroniques, air

Prescription contrôlée :

Les événements de l'installation de rinçage des emballages souillés sont équipés d'un système de captation des rejets atmosphériques. Ces rejets sont envoyés vers le biofiltre (rejet canalisé du site). Les valeurs limites de rejets sont précisées à l'article VI.5 de l'annexe de l'arrêté préfectoral du 28 novembre 2008. La surveillance des rejets est indiquée à l'article VI.6 de l'annexe de l'arrêté préfectoral du 28 novembre 2008.

Constats :

Lors de la visite, l'installation de rinçage des emballages n'était pas encore installée. L'exploitant mentionne que l'installation et la mise en service s'effectuera semaine 44.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : PC 3 : valeur limites de rejets - rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/11/2008, article VI.5

Thème(s) : Risques chroniques, air

Prescription contrôlée :

Les rejets atmosphériques présentent les caractéristiques maximales suivantes :

	Concentration (mg/Nm ³)	Flux (kg/h)
Poussières	100	1
Composés organiques volatils	20	1
Chlore (exprimé en HCl)	5	0.5 kg/h au total (avec lignes en dessous)
Brome et ses composés inorganiques gazeux (exprimés en HBr)	5	
Acide cyanhydrique (exprimé en HCN)	5	
Ammoniac	50	

Constats :

L'exploitant a présenté les rapports de contrôle des rejets atmosphériques du site. La société DEKRA est intervenue le 5 mars et le 2 août 2024.

Les concentrations et flux mesurés lors de ces contrôles respectent les valeurs limites prescrites.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : PC 4 : auvent

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/09/2024, article 5

Thème(s) : Risques accidentels, organisation des stockages

Prescription contrôlée :

L'auvent est organisé de façon à stocker des déchets sur palette.

Ce stockage a une surface maximale de 144 m² sur une hauteur maximale de 2,1 m. Il est composé de 7 rangées de stockage, matérialisées au sol, comprenant :

- rangée 1 : stockage DEEE et big-bags de poudre d'extincteur ;
- rangée 2 : GRV vides ;
- rangée 3 et 4 : stockage de flexibles ;
- rangée 5, 6 et 7 : stockage de solides à broyer.

Le stockage est distant d'au moins 8 mètres de la paroi de l'atelier adjacent.

Deux bennes de 35 m³ sont dédiées au stockage de pots acryliques non dangereux.

Un stockage d'extincteurs, d'une surface de 24 m² et d'une hauteur de 2,1 m est présent au nord de la zone.

Constats :

Lors de la visite, 7 rangées de stockage matérialisées au sol ont été observées sous l'auvent.

Des palettes contenant des extincteurs ont été constatées à la rangée 5 de cette zone de stockage matérialisée. Or d'après la prescription, le stockage d'extincteur doit être présent au nord de la zone.

Il a été constaté un stockage de GRV vides attenant à la paroi de l'atelier adjacent. Or, le stockage doit être distant d'au moins 8 mètres de cette paroi.

Non-conformité (fait significatif) : Les conditions de stockage constatées sous l'auvent ne correspondent pas dans leur totalité à ce qui a été prescrit. Le stockage d'extincteur n'est pas réalisé dans la zone nord sous l'auvent. Un stockage de GRV vides est attenant à la paroi de l'atelier adjacent.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Proposition : mise en demeure demandant à l'exploitant de respecter les conditions de stockage prescrites sous l'auvent sous 3 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/11/2008, article III.4.6 de l'annexe
Thème(s) : Risques accidentels, incendie
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant doit disposer de moyens nécessaires pour pouvoir interrompre, si nécessaire, tout rejet d'effluents dans le milieu naturel.</p> <p>L'exploitant doit être en mesure de confiner la totalité des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou des eaux d'extinction d'un éventuel incendie pour prévenir toute pollution des sols, des égouts ou des cours d'eau. En cas d'incendie, les eaux d'extinction incendie seront évacuées de façon gravitaire pour être prises en charge par le réseau d'eaux pluviales interne et dirigées vers le bassin des eaux pluviales de toitures et de voiries de 465 m³ (ce bassin communique avec le bassin d'eau incendie de 360 m³).</p> <p>[...]</p> <p>L'exploitant établira une procédure visant à définir les actions à mettre en œuvre afin de s'assurer que le bassin des eaux pluviales de toitures et de voiries n'est pas constamment rempli et qu'il peut recueillir les eaux issues de l'extinction d'un incendie.</p> <p>[...]</p> <p>Les eaux recueillies doivent faire l'objet d'un traitement approprié permettant de satisfaire les valeurs limites de rejets prescrites ou être traitées dans un centre extérieur dûment autorisé.</p>
Constats : <p>Lors de la visite, l'exploitant mentionne que le circuit des eaux pluviales de voiries et des eaux d'extinction est le suivant :</p> <ul style="list-style-type: none">• écoulement gravitaire des eaux vers le réseau eaux pluviales du site ;• fosse à eaux sales de 50 m³ ;• bassin de 465 m³ alimenté via pompe électrique située dans la fosse à eaux sales ;• débourbeur/déshuileur ;• bassin de 360 m³ et traitement charbon actif ;• rejet dans le fossé attenant au site si valeur de rejets ok. <p>Lors de la visite, il a été constaté que le bassin de 465 m³ et celui de 360 m³ étaient remplis d'eau. L'étude de danger de février 2008, qui a servi à l'élaboration de l'arrêté préfectoral du 28 novembre 2008, mentionne que :</p> <ul style="list-style-type: none">• le besoin en eau d'extinction est de 120 m³ (D9) ;• le volume de liquides à confiner est de 220 m³. <p>Non-conformité (fait significatif) : la disponibilité du volume de 220 m³ pour le confinement des eaux d'extinction n'est pas assuré par le bassin de 465 m³. En effet, ce bassin étant rempli d'eau, il n'assure plus sa fonction de rétention des eaux d'extinction du site en cas d'incendie.</p>

Lors de la visite, il a été également constaté la présence d'une pompe située dans la fosse à eaux sales. Cette pompe à énergie électrique permet de transférer les eaux situées dans la fosse à eaux sales vers le bassin de 465 m³. De ce fait, les eaux d'extinction incendie ne sont pas évacuées de façon gravitaire jusqu'au bassin de 465 m³.

Ainsi, en cas d'incendie et donc de coupure de l'alimentation électrique du site, les eaux d'extinction ne seraient plus envoyées vers le bassin de 465 m³ et ne pourraient pas être intégralement retenue dans la fosse de 50m³.

Non-conformité (fait significatif) : les eaux d'extinction incendie ne sont pas évacuées de façon gravitaire jusqu'au bassin de 465 m³.

L'exploitant mentionne que la société EUROFINS réalise chaque mois une analyse des eaux du bassin de 360 m³. Au vu des résultats d'analyse, un rejet des eaux vers le fossé est réalisé ou non. Cette gestion des eaux pluviales par analyses et éventuel rejet mensuel ne permet pas de garantir un volume disponible de 220 m³ pour la rétention des eaux d'extinction d'incendie. De fait, aucune procédure visant à définir les actions à mettre en œuvre afin de s'assurer que le bassin des eaux pluviales de toitures et de voiries n'est pas constamment rempli n'est rédigée.

Non-conformité (fait significatif) : l'exploitant n'a pas établi de procédure visant à définir les actions à mettre en œuvre afin de s'assurer que le bassin des eaux pluviales de toitures et de voiries n'est pas constamment rempli et qu'il peut recueillir les eaux issues de l'extinction d'un incendie.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Proposition : mise en demeure demandant à l'exploitant de mettre en place un système gravitaire pour diriger les eaux d'extinction incendie vers le bassin de 465 m³ sous 6 mois.

Proposition : mise en demeure demandant à l'exploitant de s'assurer de la disponibilité effective d'un volume de 220 m³ pour le confinement des eaux extinction incendie du site dans le bassin de 465 m³ sous 7 jours.

Proposition : mise en demeure demandant à l'exploitant de disposer d'une procédure visant à définir les actions à mettre en œuvre afin de s'assurer que le bassin des eaux pluviales de toitures et de voiries n'est pas constamment rempli et qu'il peut recueillir les eaux issues de l'extinction d'un incendie sous 7 jours.

Mesures d'urgence : dans l'attente de la mise en œuvre d'une gestion gravitaire des eaux d'extinction d'incendie, il est demandé à l'exploitant de mettre en place des mesures permettant d'assurer en toutes circonstances (y compris en cas d'incendie) le transfert des eaux de la fosse à eaux sales de 50 m³ vers le bassin de 465 m³.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mesures d'urgence, Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 6 mois

